politiques et militaires actuelles diffèrent très peu du conflit des empires et des réactions à l'expansion territoriale persistante du peuple vietnamien depuis le Moyen âge. Pourtant, même s'il faut reconnaître la continuité de ces problèmes, le monde actuel refuse d'en accepter l'inévitabilité. A l'âge nucléaire, la collectivité universelle se rend compte, mieux que jamais, de la nécessité de créer un ordre international qui nécessite des changements politiques et sociaux, à l'aide de méthodes pacifiques, et qui veut le règlement sans violence des différends entre les pays ou les peuples. Les ressources du monde évolué servent de plus en plus à briser les chaînes qui gardent les peuples d'Asie prisonniers de la pauvreté et de la violence séculaires. La guerre actuelle au Vietnam est un sérieux obstacle à ces efforts massifs et, si l'on doit déraciner le mécontentement et l'insécurité du sud-est de l'Asie, il faudra non seulement mettre fin à la guerre, mais aussi établir la base d'un règlement plus durable que celui qui avait été projeté à Genève en 1954 et dont on connaît les résultats.

En 1954, lorsque les puissances se sont rencontrées, la guerre du Vietnam durait depuis déjà huit ans et s'était propagée au Laos et au Cambodge. Ce n'était pas, comme on l'a prétendu, une guerre entre, d'un côté, la France et, de l'autre, tous les nationalistes vietnamiens dirigés par les communistes. Au début, la France a sûrement joué le rôle de puissance colonialiste, tâchant de maintenir une forme de présence dans les États d'Indochine; d'autre part, les aspirations nationalistes jouaient un rôle important dans le mouvement Vietminh, dirigé par les communistes. Mais le changement ne se fit pas attendre très longtemps. Les éléments non communistes et nationalistes du Vietminh perdirent vite leur puissance et leur influence ou bien disparurent entièrement. En même temps, les Français se retrouvèrent alliés avec plusieurs Vietnamiens qui, au même titre que le Vietminh, étaient déterminés à réaliser l'indépendance du Vietnam, qui préféreraient atteindre leur but par des méthodes politiques plutôt que militaires, et s'opposaient tout autant à la domination communiste qu'au colonialisme français. Plus le conflit se prolongeait, plus les divergences s'accusaient, au sein du Vietnam. C'est alors qu'on vit naître -- comme ce fut souvent le cas dans l'histoire vietnamienne -- deux collectivités se disputant le droit et le pouvoir voulus pour gouverner tout le pays.

Lorsque les élites représentant ces deux collectivités se rendirent à Genève en 1954, le Nord-Vietnam et le Sud-Vietnam n'existaient pas. Il y avait seulement deux gouvernements: l'un communiste, l'autre non communiste; chacun réclamait la souveraineté de tout le Vietnam et juridiction sur tous les Vietnamiens. La République démocratique du Vietnam, reconnue par tous les pays du bloc communiste, et l'État du Vietnam, reconnu par plus de trente autres pays, assistèrent tous les deux à la Conférence de Genève comme états souverains ayant pleins droits aux délibérations de la conférence; à ce moment, les forces armées des deux gouvernements se livraient bataille, de la frontière chinoise dans le Nord, jusqu'à la péninsule de Camau dans le Sud. Néanmoins, l'État du Vietnam avait délégué le commandement de ses forces armées à celui des forces de l'Union française, qui avait la responsabilité première de diriger la guerre; il était donc, sans doute, naturel que le fardeau des négociations, du côté franco-vietnamien, retombât sur la France, surtout lors d'une conférence dominée par les grandes puissances. Survint alors une divergence d'attitudes entre la France, qui entendait se retirer d'Indochine, et l'État du Vietnam, qui voulait exercer sa juridiction sur le Vietnam. Depuis